

F. 95 - 1965

[C - 27366]

27 AVRIL 1995. - Arrêté du Gouvernement wallon instaurant une prime à la réalisation d'une unité ou d'une installation d'épuration individuelle

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 7 octobre 1985 sur la protection des eaux de surface contre la pollution, notamment l'article 39, § 1er, alinéas 3 et 4;

Vu l'avis de la Commission consultative pour la protection des eaux contre la pollution, donné le 1er mars 1995;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 13 mars 1995;

Vu l'accord du Ministre du Budget du 4 avril 1995;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,

Arrête :

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

1° "le Ministre" : le Ministre du Gouvernement wallon qui a la politique de l'eau dans ses attributions;

2° "administration" : la Division de l'Eau de la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement du Ministère de la Région wallonne;

3° "eaux urbaines résiduaires" : toutes les eaux usées pouvant être déversées dans un égout ou un collecteur en application du décret du 7 octobre 1985 sur la protection des eaux de surface contre la pollution;

4° "unité d'épuration individuelle" ou "installation d'épuration individuelle" : équipement permettant l'épuration des eaux urbaines résiduaires rejetées par une habitation ou par plusieurs habitations voisines dans les conditions définies par l'arrêté du Gouvernement du 8 décembre 1994 portant réglementation sur la collecte des eaux urbaines résiduaires;

5° "eaux ménagères usées" : les eaux usées domestiques telles que définies à l'article 2, 8°, du décret du 7 octobre 1985 sur la protection des eaux de surface contre la pollution à l'exception des eaux usées domestiques provenant des activités commerciales ou industrielles;

6° "habitation" : tout immeuble bâti rejetant des eaux ménagères usées à la date d'entrée en vigueur du plan communal général d'égouttage;

7° "équivalent-habitant" : unité de charge polluante représentant la charge organique biodégradable ayant une demande biochimique d'oxygène en cinq jours (DB05) de 60 grammes d'oxygène par jour.

Art. 2. Dans la limite des crédits inscrits à cette fin au budget de la Région wallonne et aux conditions fixées par le présent arrêté, le Ministre accorde une prime à toute personne qui raccorde à ses frais, une habitation à une unité d'épuration individuelle ou à une installation d'épuration individuelle pour le traitement d'eaux ménagères usées.

Le Ministre ne peut accorder qu'une seule prime par unité d'épuration individuelle ou par installation d'épuration individuelle.

La demande de prime est introduite par la personne ou par les personnes qui sont autorisées à raccorder une habitation ou plusieurs habitations voisines à une unité d'épuration individuelle ou à une installation d'épuration individuelle en application de l'article 9 de l'arrêté du Gouvernement du 8 décembre 1994 portant réglementation sur la collecte des eaux urbaines résiduaires.

Art. 3. Le demandeur introduit, par pli recommandé à la poste, sa demande auprès de l'administration au moyen d'un formulaire établi par celle-ci et comprenant les données suivantes :

1° l'adresse et le moment de la fin de la construction de l'habitation ou des habitations pour lesquelles la demande est introduite;

2° l'adresse du ou des demandeurs;

3° la date d'entrée en vigueur du plan communal général d'égouttage;

4° la description de la ou des activités exercées par les personnes habituellement présentes dans l'habitation ou dans les habitations;

5° la charge polluante produite par la ou les habitations pour lesquelles une demande de prime est introduite correspondant aux eaux ménagères usées exprimée en nombre d'équivalent-habitant et établie à l'aide du tableau repris en annexe;

6° une attestation du collège des bourgmestre et échevins certifiant que le demandeur ou les demandeurs sont autorisés à équiper l'habitation ou les habitations d'une unité d'épuration individuelle ou d'une installation d'épuration individuelle;

7° dans le cas où la demande est introduite par plusieurs personnes, celles-ci précisent la part du montant de la prime qui revient à chacune d'elles.

Art. 4. Dans les quarante jours qui suivent la transmission de la demande à l'administration, le Ministre décide de l'octroi de la prime.

Art. 5. Le montant de la prime s'élève à 40 000 francs par unité d'épuration individuelle traitant une charge polluante inférieure à 6 équivalent-habitant.

Pour les unités d'épuration individuelle traitant une charge polluante de 6 à 20 équivalent-habitant et les installations d'épuration individuelle traitant une charge polluante supérieure à 20 équivalent-habitant, un montant de 10 000 francs est attribué par équivalent-habitant supplémentaire avec un maximum de 300 000 francs.

Art. 6. La prime n'est liquidée que si, dans un délai de deux ans à dater de la notification de la décision du Ministre, le ou les bénéficiaires communiquent à l'administration, au moyen d'un formulaire qu'établit celle-ci, les données suivantes :

1° l'adresse de l'habitation ou des habitations concernées;

2° l'adresse du ou des bénéficiaires de la prime;

3° le numéro de dossier fixé par l'administration ainsi que la date de notification de la décision prise par le Ministre;

4° une déclaration à certifier par le contrôleur agréé pour une unité d'épuration individuelle ou par l'administration pour une installation d'épuration individuelle signifiant que le système d'épuration a été contrôlé conformément à l'article 10 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 décembre 1994 portant réglementation sur la collecte des eaux urbaines résiduaires.

A l'expiration du délai de deux ans prévu à l'alinéa 1er, le ou les bénéficiaires peuvent néanmoins introduire une nouvelle demande de liquidation de la prime.

Art. 7. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 8. Le Ministre qui a la politique de l'eau dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 27 avril 1995.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Economie, des P.M.E., des Relations extérieures et du Tourisme,
R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,
G. LUTGEN

Annexe

NOTION D'EQUIVALENT-HABITANT

La capacité utile des systèmes d'épuration d'eaux urbaines résiduaires est déterminée en fonction du nombre d'équivalent-habitant de l'habitation ou du groupe d'habitations desservies par l'unité ou l'installation d'épuration.

Dans un but de simplification, on considère, tant pour les habitations unifamiliales que pour les groupes d'habitations, que la charge polluante produite quotidiennement s'exprime par un nombre d'équivalent-habitant égal au nombre d'occupants.

Pour les autres habitations produisant exclusivement des eaux usées domestiques, le nombre d'équivalent-habitant est évalué, comme suit :

Bâtiment ou complexe	Nombre d'équivalent-habitant (E.H.)
Bureau	1 employé : 1/3 E.H.
Ecole sans bains, douche ni cuisine (externat)*	1 élève = 1/10 E.H.
Ecole avec bains sans cuisine (externat)*	1 élève = 1/5 E.H.
Ecole avec bains et cuisine (externat)*	1 élève = 1/3 E.H.
Ecole avec bains et cuisine (internat)*	1 élève = 1 E.H.
Hôtel, pension*	1 lit = 1 E.H.
Caserne	1 personne (prévuc) = 1 E.H.
Théâtre, cinéma, salle de fêtes*	1 place = 1/30 E.H.
Plaine et hall de sports*	1 place = 1/20 E.H.

Pour les bâtiments ou complexes annotés d'un astérisque (*), le nombre d'E.H. calculé d'après le tableau doit être augmenté de 1/2 E.H. par membre du personnel attaché à l'établissement.

Dans tous les cas, dans la détermination de la capacité utile nécessaire, il y a lieu de tenir compte d'une augmentation éventuelle (fixée forfaitairement à 15 %) du nombre d'usagers du bâtiment ou du complexe raccordé.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 avril 1995 instaurant une prime à la réalisation d'une unité ou d'une installation d'épuration individuelle.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Economie, des P.M.E., des Relations extérieures et du Tourisme,
R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,
G. LUTGEN

ÜBERSETZUNG

D. 95 - 1965

[C - 27366]

27. APRIL 1995. - Erlaß der Wallonischen Regierung zur Einführung einer Prämie für den Bau einer individuellen Kläreinheit oder -anlage

Aufgrund des Dekrets vom 7. Oktober 1985 über den Schutz des Oberflächenwassers gegen die Verschmutzung, insbesondere Artikel 39 § 1 Absätze 3 und 4;

Aufgrund des am 1. März 1995 abgegebenen Gutachtens der "Commission consultative pour la protection des eaux contre la pollution" (Beratende Kommission für den Schutz der Gewässer gegen die Verschmutzung);

Aufgrund des am 13. März 1995 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 4. April 1995 abgegebenen Einverständnisses des Haushaltsministers;

Aufgrund des Gutachtens des Staatsrates;

Auf Vorschlag des Ministers der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,

Beschließt die Wallonische Regierung:

Artikel 1. Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Definitionen:

1° "der Minister": der Minister der Wallonischen Regierung, zu dessen Zuständigkeitsbereich das Wasserwesen gehört;

2° "Verwaltung": die Abteilung Wasserwesen der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt des Ministeriums der Wallonischen Region;

3° "städtisches Abwasser": jegliches Abwasser, das in Anwendung des Dekrets vom 7. Oktober 1985 über den Schutz des Oberflächenwassers gegen die Verschmutzung in eine Kanalisation oder in einen Sammelkanal eingeleitet werden kann;

4° "individuelle Kläreinheit" oder "individuelle Kläranlage": Ausrüstung zur Klärung des von einer Wohnung oder mehreren benachbarten Wohnungen abgeleiteten städtischen Abwassers unter Einhaltung der vom Erlaß der Wallonischen Regierung vom 8. Dezember 1994 zur Regelung der Sammlung von städtischem Abwasser bestimmten Bedingungen;

5° "Haushaltsabwasser": die häuslichen Abwässer nach der Definition in Artikel 2, 8° des Dekrets vom 7. Oktober 1985 über den Schutz des Oberflächenwassers gegen die Verschmutzung, mit Ausnahme der häuslichen Abwässer aus kommerziellen oder industriellen Tätigkeiten;

6° "Wohnung": jedes Gebäude, aus dem am Inkrafttretedatum des allgemeinen Gemeindekanalisationsplans Haushaltsabwasser abgeleitet wird;

7° "Einwohnergleichwert": Schadstoffbelastungseinheit, die einer organischen, biologisch abbaubaren Belastung mit einem biochemischen Sauerstoffbedarf in fünf Tagen (BSB5) von 60 g Sauerstoff pro Tag entspricht.

Art. 2. Innerhalb der Grenzen der zu diesem Zweck im Haushalt der Wallonischen Region eingetragenen Finanzmittel und unter Einhaltung der von dem vorliegenden Erlaß festgelegten Bedingungen gewährt der Minister eine Prämie zugunsten jeder Person, die auf ihre Kosten eine Wohnung an eine individuelle Kläreinheit bzw. individuelle Kläranlage anschließt zwecks der Klärung vom Haushaltsabwasser.

Pro individuelle Kläreinheit bzw. individuelle Kläranlage kann der Minister nur eine Prämie gewähren.

Der Prämienantrag wird von der Person bzw. den Personen eingereicht, die erlaubt ist (sind), eine Wohnung oder mehrere benachbarte Wohnungen an eine individuelle Kläreinheit bzw. individuelle Kläranlage anzuschließen, in Anwendung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 8. Dezember 1994 zur Regelung der Sammlung von städtischem Abwasser.

Art. 3. Der Antragsteller reicht seinen Antrag per an die Verwaltung gerichtetes Einschreiben bei der Post ein, und verwendet dabei ein von der Verwaltung erstelltes Formular, das folgende Angaben beinhaltet:

1° die Anschrift und das Bauendedatum der Wohnung(en), für die der Antrag gestellt wird;

2° die Anschrift des bzw. der Antragsteller;

3° das Inkrafttretedatum des allgemeinen Gemeindekanalisationsplans;

4° die Beschreibung der von den üblich in der bzw. den Wohnungen anwesenden Personen ausgeübten Tätigkeit(en);

5° die von der bzw. den Wohnungen, für die der Prämienantrag gestellt wird, erzeugte Schadstoffbelastung; diese entspricht dem Haushaltsabwasser, wird in Einwohnergleichwerten ausgedrückt und anhand der beiliegenden Tabelle ermittelt;

6° ein Attest des Bürgermeister- und Schöffenkollegiums, das bestätigt, daß der bzw. die Antragsteller erlaubt sind, die Wohnung(en) mit einer individuellen Kläreinheit bzw. einer individuellen Kläranlage auszurüsten;

7° im Falle wo der Antrag von mehreren Personen eingereicht wird, müssen diese den Anteil der Prämie angeben, der ihnen jeweils persönlich zukommt.

Art. 4. Innerhalb von vierzig Tagen nach der Einreichung des Antrags bei der Verwaltung beschließt der Minister über die Gewährung der Prämie.

Art. 5. Die Prämie beträgt 40 000 Franken pro individuelle Kläreinheit, die eine Belastung von weniger als 6 Einwohnergleichwerten behandelt.

Für individuelle Kläreinheiten, die eine Belastung von 6 bis 20 Einwohnergleichwerte behandeln und für individuelle Kläranlagen, die eine Belastung von mehr als 20 Einwohnergleichwerten behandeln, wird pro zusätzlichen Einwohnergleichwert ein Betrag von 10 000 Franken gewährt, ohne das die Grenze von 300 000 Franken überschritten werden darf.

Art. 6. Die Prämie wird nur dann ausgezahlt, wenn der bzw. die Begünstigten innerhalb von zwei Jahren nach der Notifizierung des Beschlusses zur Gewährung der Prämie durch den Minister, der Verwaltung folgende Angaben mitteilen, und zwar anhand eines von dieser erstellten Formulars:

1° die Anschrift der betroffenen Wohnung(en);

2° die Anschrift des bzw. der Begünstigten, die die Prämie bekommen;

3° die von der Verwaltung bestimmte Aktennummer sowie das Datum der Notifizierung des Beschlusses zur Gewährung der Prämie durch den Minister;

4° eine (im Falle einer individuellen Kläreinheit) vom zugelassenen Kontrolleur von individuellen Kläreinheiten, oder (im Falle einer individuellen Kläranlage) von der Verwaltung zu beglaubigenden Erklärung zur Bestätigung, daß das Klärsystem nach Artikel 10 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 8. Dezember 1994 zur Regelung der Sammlung von städtischem Abwasser kontrolliert worden ist.

Am Ablauf der in Absatz 1 vorgesehenen zweijährigen Frist können der bzw. die Begünstigten jedoch einen neuen Antrag auf Auszahlung der Prämie einreichen.

Art. 7. Der vorliegende Erlaß tritt am Tag seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

Art. 8. Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich das Wasserwesen gehört, wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 27. April 1995.

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,
beauftragt mit der Wirtschaft, den KMB, den Auswärtigen Beziehungen und dem Tourismus,
R. COLLIGNON

Der Minister der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,
G. LUTGEN

Anlage

DER BEGRIFF "EINWOHNERGLEICHWERT"

Die Nutzleistung der Klärsysteme für städtisches Abwasser wird aufgrund der Anzahl Einwohnergleichwerte der Wohnung oder der Gruppe Wohnungen, die durch die Kläreinheit bzw. -anlage bedient werden, bestimmt.

Zur Vereinfachung geht man sowohl für die Einfamilienwohnungen wie auch für die Wohnungsgruppen davon aus, daß die täglich erzeugte Belastung durch den der Anzahl Bewohner entsprechenden Einwohnergleichwert ausgedrückt wird.

Für die sonstigen Gebäude, die ausschließlich häusliches Abwasser erzeugen, wird die Anzahl Einwohnergleichwerte wie folgt berechnet:

Gebäude oder Komplex	Anzahl Einwohnergleichwerte (EGW)
Büro	1 Angestellter : 1/3 EGW
Schule ohne Bäder, Dusche noch Küche (Externat)*	1 Schüler = 1/10 EGW
Schule mit Bädern, ohne Küche (Externat)*	1 Schüler = 1/5 EGW
Schule mit Bädern und Küche (Externat)*	1 Schüler = 1/3 EGW
Schule mit Bädern und Küche (Internat)*	1 Schüler = 1 EGW
Hotel, Pension*	1 Bett = 1 EGW
Kaserne	1 (vorgesehene) Person = 1 EGW
Theater, Kino, Festsaal*	1 Platz = 1/30 EGW
Sportplatz, Sporthalle*	1 Platz = 1/20 EGW

Für die Gebäude oder Komplexe, die mit einem Sternchen (*) versehen sind, muß die nach der Tabelle berechnete Anzahl Einwohnergleichwerte je Personalmitglied, das in der Anstalt beschäftigt ist, um 1/2 EGW erhöht werden. Zur Ermittlung der erforderlichen Nutzleistung muß eine eventuelle (Pauschal auf 15 festgelegte) Zunahme der Anzahl Benutzer des angeschlossenen Gebäudes bzw. Komplexes berücksichtigt werden.

Gesehen, um dem Erlaß der Wallonischen Regierung vom 27. April 1995 zur Einführung einer Prämie für den Bau einer individuellen Kläreinheit oder -anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 27. April 1995.

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,
beauftragt mit der Wirtschaft, den K.M.B., den Auswärtigen Beziehungen und dem Tourismus,
R. COLLIGNON

Der Minister der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,
G. LUTGEN

VERTALING

N. 95 - 1965

IC - 27366]

27 APRIL 1995. - Besluit van de Waalse Regering tot instelling van een premie voor de bouw van een individuele zuiveringseenheid of -installatie

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 7 oktober 1985 inzake de bescherming van het oppervlaktewater tegen vervuiling, inzonderheid op artikel 39, § 1, alinea's 3 en 4;

Gelet op het advies van de Adviescommissie voor de bescherming van het oppervlaktewater tegen vervuiling, gegeven op 1 maart 1995;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 13 maart 1995;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 4 april 1995;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,

Besluit :

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° "Minister" : de Minister van de Waalse Regering tot wiens bevoegdheden het waterbeleid behoort;

2° "Bestuur" : de "Division de l'Eau de la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement" (Afdeling Water van de Algemene Directie Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu) van het Ministerie van het Waalse Gewest;

3° "stedelijk afvalwater" : al het afvalwater dat krachtens het decreet van 7 oktober 1985 inzake de bescherming van het oppervlaktewater tegen vervuiling in een riolering of een opvangstelsel kan worden geloosd;

4° "individuele zuiveringseenheid" of "individuele zuiveringsinstallatie" : installatie voor de zuivering, onder de voorwaarden bepaald bij het besluit van de Waalse Regering van 8 december 1994 houdende reglementering van de opvang van stedelijk afvalwater, van het door één of verschillende naburige woningen geloosde stedelijk afvalwater;

5° "huishoudelijk afvalwater" : huishoudelijk afvalwater zoals bepaald in artikel 2, 8°, van het decreet van 7 oktober 1985 inzake de bescherming van het oppervlaktewater tegen vervuiling, behalve huishoudelijk afvalwater afkomstig van commerciële of industriële activiteiten;

6° "woning" : elk gebouw dat bij de inwerkingtreding van het algemeen gemeentelijk afwateringsplan stedelijk afvalwater loost;

7° "inwonerequivalent" : de biologisch afbreekbare organische belasting met een biochemisch zuurstofverbruik gedurende vijf dagen (BVZ5) van 60 g zuurstof per dag.

Art. 2. Binnen de perken van het daartoe op de begroting van de Waalse Regering uitgetrokken krediet en onder de bij dit besluit bepaalde voorwaarden, verleent de Minister een premie aan elke persoon die, op eigen kosten, een woning laat aansluiten op een individuele zuiveringseenheid of -installatie voor de behandeling van huishoudelijk afvalwater.

De Minister mag slechts één premie per individuele zuiveringseenheid of -installatie verlenen.

De premieaanvraag wordt ingediend door de persoon of de personen die ertoe gemachtigd is/zijn een woning of verschillende naburige woningen te laten aansluiten op een individuele zuiveringseenheid of -installatie, overeenkomstig artikel 9 van het besluit van de Waalse Regering van 8 december 1994 houdende reglementering van de opvang van stedelijk afvalwater.

Art. 3. De verzoeker dient zijn aanvraag bij ter post aangetekende brief in bij het Bestuur, door middel van een door dit laatste opgemaakt formulier. Het bevat volgende gegevens :

1° het adres en de datum waarop de bouw van de woning(en) waarvoor een aanvraag is ingediend, voltooid is;

2° het adres van de aanvrager(s);

3° de datum van inwerkingtreding van het algemeen gemeentelijk afwateringsplan;

4° de beschrijving van de activiteit(en) van de personen die doorgaans in de woning(en) verblijven;

5° de door de woning(en) waarvoor een premieaanvraag is ingediend voortgebrachte vuilvracht, d.w.z. huishoudelijk afvalwater, uitgedrukt in inwonerequivalenten en vastgesteld aan de hand van bijgaande tabel;

6° een attest van het college van burgemeester en schepenen waarbij bevestigd wordt dat de verzoeker(s) ertoe gemachtigd is/zijn de woning(en) met een individuele zuiveringseenheid of een individuele zuiveringsinstallatie uit te rusten;

7° als de aanvraag door verschillende personen is ingediend, vermelden deze personen het bedrag waarop zij recht hebben.

Art. 4. De Minister beslist over de toekenning van de premie binnen veertig dagen na indiening van de aanvraag bij het Bestuur.

Art. 5. De premie bedraagt 40 000 frank per individuele zuiveringseenheid die een vuilvracht van minder dan 6 inwonerequivalenten verwerkt.

Voor individuele zuiveringseenheden die een vuilvracht van 6 tot 20 i.e. verwerken en individuele zuiveringsinstallaties die een vuilvracht van meer dan 20 i.e. verwerken, wordt een aanvullend bedrag van 10 000 frank tot hoogstens 300 000 frank per i.e. toegekend.

Art. 6. De premie wordt slechts uitbetaald als de begunstigde(n), binnen een termijn van twee jaar na kennisgeving van de beslissing van de Minister, het Bestuur door middel van een door dit laatste opgemaakt formulier de volgende gegevens verstrekt :

1° het adres van de betrokken woning(en);

2° het adres van de begunstigde(n);

3° het door het Bestuur bepaalde dossiernummer alsmede de datum van betekening van de door de Minister genomen beslissing;

4° een verklaring, te bevestigen door de erkende controleur, voor een individuele zuiveringseenheid, of door het Bestuur, voor een individuele zuiveringsinstallatie, waarin vermeld staat dat het zuiveringssysteem gecontroleerd is overeenkomstig artikel 10 van het besluit van de Waalse Regering van 8 december 1994 houdende reglementering van de opvang van stedelijk afvalwater.

Bij het verstrijken van de in de eerste alinea bedoelde tweejarige termijn mogen de begunstigde(n) evenwel een nieuwe aanvraag om premieuitbetaling indienen.

Art. 7. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 8. De Minister tot wiens bevoegdheden het waterbeleid behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 27 april 1995.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, K.M.O.'s, Externe Betrekkingen en Toerisme,
R. COLLIGNON

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,
G. LUTGEN

Bijlage

BEGRIIP INWONEREQUIVALENT

De nuttige capaciteit van de zuiveringssystemen voor stedelijk afvalwater wordt bepaald op grond van het aantal inwonerequivalenten van de op de zuiveringseenheid of -installatie aangesloten woning of wooncomplexen.

Gemakshalve wordt er vanuit gegaan dat de dagelijks voortgebrachte vuilvracht, zowel voor eengezinswoningen als voor wooncomplexen, uitgedrukt wordt door een aantal inwonerequivalenten dat gelijk is aan het aantal bewoners.

Voor de andere woningen die uitsluitend huishoudelijk afvalwater voortbrengen, wordt het aantal inwonerequivalenten berekend als volgt :

Gebouw of complex	Aantal inwonerequivalenten (i.e.)
Kantoor	1 bediende = 1/3 i.e.
School zonder baden, stortbaden noch keuken (externaat)*	1 leerling = 1/10 i.e.
School met baden den zonder keuken (externaat)*	1 leerling = 1/5 i.e.
School met baden en keuken (externaat)*	1 leerling = 1/3 i.e.
School met baden en keuken (internaat)*	1 leerling = 1 i.e.
Hotel, pension*	1 bed = 1 i.e.
Camping*	1 persoon (voorzien) = 1 i.e.
Theater, bioscoop, feestzaal*	1 plaats = 1/30 i.e.
Sportpark en sporthal*	1 plaats = 1/20 i.e.

Voor de met een sterretje (*) aangeduide gebouwen of complexen moet het op grond van de tabel berekend aantal i.e. verhoogd worden met 1/2 i.e. per personeelslid dat in de instelling is tewerkgesteld.

Voor de bepaling van de vereiste nuttige capaciteit moet in elk geval rekening worden gehouden met een eventuele vermeerdering (forfaitair op 15 vastgelegd) van het aantal gebruikers van het aangesloten gebouw of complex.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 27 april 1995 tot instelling van een premie voor de bouw van een zuiveringseenheid of -installatie.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, K.M.O.'s, Externe Betrekkingen en Toerisme,
R. COLLIGNON

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,
G. LUTGEN